



CHAMBRE D'AGRICULTURE DE L'AVEYRON
5 BOULEVARD DU 122EME RI
12000 RODEZ

DOSSIER DE CONSULTATION MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Marché Public à Procédure Adaptée

Reprises-en sous-œuvre des anciennes écuries du Château de Bernussou

Lieudit Bernussou
12200 Villefranche-de-Rouergue

**Date limite de remise des offres
avant le 09/02/2026 à 12h00**

SOMMAIRE



ARTICLE 1 - OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.1 - Objet de la consultation	3
1.2 – Type de procédure	3
1.3 – IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	3
Article 2 : Conditions de la consultation	3
2.1 - DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION.....	3
2.2 - STRUCTURE DU MARCHE.....	3
2.3 - CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	4
2.4 – COMPOSITION DU DCE	4
2.5 - NATURE DES OFFRES.....	4
2.5.1 - Nombre de solution(s) de base	4
2.5.2 - Prestations supplémentaires éventuelles.....	4
2.5.3 – Variantes	4
2.6 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	5
2.7 - MODALITES DE REGLEMENT ET PRIX.....	5
2.8 - DELAI DE MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	5
2.9 - PROPRIETE INTELLECTUELLE	6
2.10 – VISITE DE SITE OBLIGATOIRE	6
ARTICLE 3 : MODALITES DE RETRAIT ET PRESENTATION DES OFFRES.....	6
ARTICLE 4 : CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE	6
4.1 - DUREE DU MARCHE	6
4.2 - CLAUSE DE RECONDUCTION DU MARCHE	7
4.3 - REMISE EN COMPETITION DES TITULAIRES.....	7
4.4 - PHASAGE D'EXECUTION.....	7
ARTICLE 5 : NATURE DES CANDIDATS.....	7
ARTICLE 6 : MODALITES DE PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	7
6.1 - MODALITES DE REMISE DES OFFRES	7
6.1.1 - Renseignements relatifs à la candidature	7
6.1.2 - Pièces relatives à l'offre	8
ARTICLE 7 : ANALYSE DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES.....	9
7.1 - ANALYSE DES CANDIDATURES	9
7.2 - JUGEMENT DES OFFRES.....	10
7.2.1 – Généralités	10
7.2.1 – Critères de Notations.....	10
ARTICLE 8 : CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES - DEMATERIALISATION	11
ARTICLE 9 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	12

ARTICLE 10 : INSTANCE CHARGÉE DES PROCÉDURES DE RECOURS.....	12
--	----

ARTICLE 1 - OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation concerne le projet de :

Reprises-en sous-œuvre des anciennes écuries du Château de Bernussou
<u>Lieudit Bernussou</u> <u>12 200 Villefranche-de-Rouergue</u>  <u>44.361408, 1.992232</u> 

La présente consultation a pour objet un marché de travaux au sens de l'article L111-2 du Code de la Commande Publique.

1.2 – Type de procédure

La présente consultation est lancée suivant une procédure adaptée conformément aux articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la Commande Publique.

Négociation :

La procédure adaptée sera avec négociation ; cependant - conformément à l'article R2123-5 - le pouvoir adjudicateur se réserve toutefois la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

1.3 – IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

CHAMBRE D'AGRICULTURE DE L'AVEYRON Adresse : 5 bd du 122ème RI 12000 RODEZ Tél : 05 65 73 79 00 Mail : compta@aveyron.chambagri.fr
--

ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 - DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION

Les travaux sont répartis en un lot unique désigné ci-dessous :

- ✓ **LOT GROS-ŒUVRE**

2.2 - STRUCTURE DU MARCHÉ

Les prestations feront l'objet d'un marché en une seule tranche de travaux.

A titre indicatif,

- ✓ La date prévisionnelle des travaux est : pendant la période **S21 à S31 (18/05/2026 au 10/07/2026)**

- ✓ La durée du chantier est au plus de : **10 semaines**, le commencement se fera à compter de la notification de l'ordre de service de commencement des travaux.

2.3 - CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire ; ainsi que le montant maximum sous-traité afin d'établir les conditions de paiement (paiement direct à partir de 600,00 € TTC).

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Conformément à l'article R2151-7, il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- ✓ En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- ✓ En qualité de membres d'un ou plusieurs groupements.

2.4 – COMPOSITION DU DCE

- ✓ Le présent Règlement de Consultation ;
- ✓ Acte d'engagement et ses annexes ;
- ✓ Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- ✓ Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- ✓ Décomposition des Prix Globaux et Forfaitaires (DPGF) pour chaque lot ;
- ✓ Plans ;
- ✓ Calendrier prévisionnel d'exécution ;

2.5 - NATURE DES OFFRES

2.5.1 - Nombre de solution(s) de base

Le dossier de consultation comporte une seule solution de base.

Les candidats devront obligatoirement répondre à cette solution.

2.5.2 - Prestations supplémentaires éventuelles

Le lot présente des **PSE** mentionnées comme telles.

- ✓ 4.1 Variantes optionnelles
 - 4.1.1 Revêtement en pierre sur dallage
 - 4.1.2 Parement pierre sur muret

Les candidats présentant une offre devront obligatoirement les chiffrer.

2.5.3 – Variantes

Articles R2151-8 à 10 du Code de la Commande Publique.

2.5.3.1 – Variantes imposées :

Sans objet

2.5.3.2 – Variantes libres :

La présentation de variante libre sont autorisées.

2.5.3.3 - Modalités de présentation des variantes :

La proposition de variante(s) sera présentée dans un acte d'engagement distinct de celui de l'acte d'engagement de la solution de base sur lequel sera indiqué qu'il s'agit d'une proposition de variante(s).

Les candidats présenteront un dossier général « variantes » comportant un sous-dossier particulier pour chaque variante qu'ils proposent. Ils indiqueront, outre les répercussions de chaque variante sur le montant de leur offre de base :

- ✓ les rectifications à apporter, éventuellement, au cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P) ;
- ✓ les modifications du cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) qui sont nécessaires pour l'adapter aux variantes proposées ;
- ✓ les avantages des variantes au niveau de la qualité, des dépenses d'investissement, d'entretien futurs, et de fonctionnement.

2.6 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à **90 jours** à compter de la date **limite de réception des offres**.

2.7 - MODALITES DE REGLEMENT ET PRIX

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception situations mensuelles par le maître d'œuvre.

Le paiement se fera par virement au moyen d'un virement bancaire.

2.8 - DELAI DE MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

La personne publique se réserve le droit d'apporter au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Ces modifications n'altéreront pas les éléments substantiels du marché.

Elle informera alors tous les candidats dans des conditions respectueuses du principe d'égalité.

Les candidats devront alors répondre, sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

2.9 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les variantes présentées par les candidats demeurent leur propriété intellectuelle.

2.10 – VISITE DE SITE OBLIGATOIRE

La visite du site est obligatoire pour évaluer les travaux nécessaires à l'exécution des marchés.

La visite sera effectuée le **09/02/2026 de 08h00 à 12h00** en présence du Maître d'œuvre et en présence d'un représentant de la Maitrise d'Ouvrage.

La prise de rendez-vous pour la visite se fera conformément aux modalités suivantes :

Prise de rendez-vous auprès de

Monsieur	M. Laurent FABRE
Téléphone	06 67 44 24 31
Mail	laurent.fabre@aveyron.chambagri.fr

Chaque concurrent devra obligatoirement insérer **le certificat de visite** dans l'enveloppe contenant son offre.

Ce certificat sera délivré au candidat et signé par le représentant de la Maitrise d'Ouvrage.

ARTICLE 3 : MODALITES DE RETRAIT ET PRESENTATION DES OFFRES

Le dossier de consultation est consultable et téléchargeable gratuitement sur le ou les site(s) :

www.marches-publics.gouv.fr/entreprise

ARTICLE 4 : CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE

4.1 - DUREE DU MARCHE

Les règles concernant la durée du marché sont fixées dans l'acte d'engagement et ne peuvent en aucun cas être changées.

4.2 - CLAUSE DE RECONDUCTION DU MARCHÉ

Il n'est pas prévu de reconduction du marché.

4.3 - REMISE EN COMPETITION DES TITULAIRES

Il n'est prévu aucune disposition particulière.

4.4 - PHASAGE D'EXECUTION

Il est prévu un phasage d'exécution (cf article 2.2) en une seule tranche de travaux.

ARTICLE 5 : NATURE DES CANDIDATS

La personne publique ne pose aucune restriction quant à la nature des candidats à la présente consultation autre que les interdictions de soumissionner définies aux articles L2141-1 à 5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 6 : MODALITES DE PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

6.1 - MODALITES DE REMISE DES OFFRES

Les pièces constituant la candidature et l'offre seront entièrement rédigées en langue française.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat ; pour justifier de cette habilitation les soumissionnaires fourniront les justificatifs nécessaires (extrait kbis ; pouvoir ; ...).

6.1.1 - Renseignements relatifs à la candidature

L'enveloppe contiendra les pièces suivantes :

- ✓ Formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement) dûment complétés – formulaires dans leur version mise à jour au 01/04/2019 disponibles sur le site de la DAJ : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ;
- ✓ Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail
- ✓ Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (pièces citées à l'article R2143-7 du Code de la Commande Publique).
- ✓ Extrait kbis de moins de 3 mois

- ✓ Copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire ;
- ✓ Attestations d'assurances de responsabilité civile, décennale et professionnelle en cours de validité
- ✓ Le cas échéant : certificats de qualifications professionnelles ;
- ✓ Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- ✓ Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature ;
- ✓ Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- ✓ Présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants.

Les candidats peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME) : <https://www.economie.gouv.fr/daj/dume-espd> .

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature (cotraitant(s), sous-traitant(s)), le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

6.1.2 - Pièces relatives à l'offre

Le dossier à remettre par les candidats comprendra le projet de marché avec les pièces suivantes :

- ✓ Un acte d'engagement (selon modèle ATTRI1 joint au DCE) : à compléter, dater et signer par les représentants qualifiés de toutes les entreprises candidates ayant vocation à être titulaires du marché. (nota le document pour être compléter ultérieurement en si le candidat est sélectionné)

Cet acte d'engagement sera accompagné éventuellement par les demandes d'acceptation des sous-traitants, et d'agrément des conditions de paiement, pour tous les sous-traitants désignés au marché (annexe DC4 de l'acte d'engagement en cas de sous-traitance).

Modèle DC4 selon version du 01/04/2019 :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ;

Nota : L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue au cahier des clauses administratives particulières, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

- ✓ Certificat de visite
- ✓ Une attestation de l'entreprise acceptant sans modification les pièces suivantes :
 - Le Cahier Des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
 - Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
 - Les plans du projet
 - Le calendrier prévisionnel d'exécution
 - Mémoire Technique préparé (trame non obligatoire)
- ✓ La décomposition du prix global forfaitaire (toute décomposition de prix forfaitaire demandée ci-dessus sera présentée sous la forme d'un détail estimatif comprenant, pour chaque nature d'ouvrage ou chaque élément d'ouvrage la quantité à exécuter prévue par le candidat et le prix de l'unité correspondant) en respectant le cadre du DCE ; le candidat rendra une version pdf du DPGF datée, tamponnée et signée ainsi que la version au format xls (selon le fichier joint au DCE - **obligatoire**)
- ✓ Un mémoire technique composé de 2 parties :

1) Moyens :

Un chapitre descriptif des moyens matériels et humains mis en œuvre spécifiquement pour la réalisation du chantier.

2) Délais et Méthodes :

Un chapitre Signifier le délai d'intervention :

- ✓ Temps de préparation : plans, note de calcul et commande du matériel
- ✓ Temps de réalisation : exécution des travaux compris mise en service

Il faudra aussi dans cette partie que le candidat s'il le souhaite expliquer son mode d'intervention et ou de détaillé les différentes variantes libres envisagées s'il y en a.

ARTICLE 7 : ANALYSE DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

7.1 - ANALYSE DES CANDIDATURES

Conformément à l'article R2144-2 du Code de la Commande Publique : en cas de pièce manquante, le pouvoir adjudicateur pourra demander aux candidats concernés de compléter leur dossier dans un délai raisonnable et identique pour tous.

Si un candidat se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par le pouvoir adjudicateur ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le pouvoir adjudicateur, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé.

7.2 - JUGEMENT DES OFFRES

7.2.1 – Généralités

Les offres devront être conformes aux prescriptions du Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles L. 2152-1 à R. 2152-8 du code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur a décidé de recourir à la négociation en se réservant toutefois la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

Sur la base de critères ci-dessous énoncés, l'offre techniquement et économiquement la plus avantageuse sera retenue.

Le représentant légal du pouvoir adjudicateur peut en accord avec le candidat retenu procéder à une mise au point des composantes du marché sans que ces modifications puissent remettre en cause les caractéristiques substantielles notamment financières du marché.

7.2.1 – Critères de Notations

Critères de jugement des offres et ordre :

1 - Valeur technique – 40%
2 - Prix des prestations – 60%

Une note sur 100 points sera attribuée à chaque offre analysée :

La Valeur technique sera évaluée sur 60 points

Le prix des prestations sur 40 points

Notation du Critère 1 : « Valeur Technique »

La valeur technique sera analysée selon 4 sous-critères correspondant au 4 parties du Mémoire Technique (cf. 6.1.2) :

1) Sous critère 1 : Moyens 15 points :

- I. **2 pts (/15)** = Document standard (non spécifique à l'opération) et trop succinct
- II. **5 pts (/15)** = Document standard (non spécifique à l'opération) mais permettant d'évaluer l'adéquation des moyens au projet
- III. **10 pts (/15)** = Document adapté à l'opération – Contenu peu détaillé
- IV. **15 pts (/15)** = Document adapté à l'opération - Détaillé

2) Sous critère 2 : Délais et Méthodes 25 points :

- I. **15pts (/25)** = délais simples (une phrase)
- II. **20 pts (/25)** = Délais avec détail des opérations

- III. **25 pts (/25)** = Délais avec détail des opérations plus effectif pour chaque opération et explications d détaillées des méthodes

Notation du Critère 2 : « Prix »

L'offre la moins onéreuse (excepté celle(s) qualifiée(s) d'anormalement basse(s)) se verra attribuer la note maximum de 60 points.

Les autres offres seront notées de la façon suivante :

$$\text{Note offre X} = (60/\text{offre X}) \times \text{meilleure offre}$$

En complément de la note Prix la cohérence de l'offre sera analysée (cohérence des prix unitaires, vérification des opérations / totaux, ...).

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire figurant dans l'offre d'un candidat, il ne sera tenu compte que des montants corrigés pour le jugement de la consultation. Toutefois si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à les rectifier ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R2143-6 à 10 du Code de la Commande Publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

**ARTICLE 8 : CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES -
DEMATERIALIZATION**

Les offres sont transmises en une seule fois. Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de consultation.

Les offres seront adressées par transmission électronique via le profil d'acheteur suivant :

Adresse du site internet :	www.marches-publics.gouv.fr/entreprise
-----------------------------------	--

(Un mode d'emploi est disponible sur le site.).

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT +01 :00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs offres sont transmises successivement par un même candidat, seule la dernière reçue dans le délai fixé pour la remise des offres sera ouverte.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur le support physique électronique (cd-rom, dvd-rom, clé USB) ou papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants : Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ; Lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pas pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

Les offres devront parvenir à destination **Avant le 09/02/2026 à 12h00**

ARTICLE 9 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats pourront transmettre leur demande via la plate-forme de dématérialisation **au plus tard 7 jours avant la date limite de réception des offres.**

Une réponse sera alors adressée via la plate-forme à toutes les entreprises ayant retiré le dossier (avec intention d'y répondre) **3 jours au plus tard** avant la date limite de réception des offres.

Coordonnées du pouvoir adjudicateur pour toute question sur la consultation :

CHAMBRE D'AGRICULTURE DE L'AVEYRON
Adresse : 5 bd du 122ème RI
12000 RODEZ
Tél : 05 65 73 79 00
Mail : compta@aveyron.chambagri.fr

ARTICLE 10 : INSTANCE CHARGEE DES PROCEDURES DE RECOURS

Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet :

www.telerecours.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R.551-7 du CJA.

Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R.421-1 à R.421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou

publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert au tiers justifiant d'un Intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront S'adresser à :

Le Greffe du tribunal Administratif de Toulouse
68 Rue Raymond IV
BP 7007
31068 TOULOUSE CEDEX 7.
Tél : 05 62 73 57 57
Fax : 05 62 73 57 40
Courriel : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Le Greffe du tribunal Administratif de Toulouse
68 Rue Raymond IV
BP 7007
31068 TOULOUSE CEDEX 7.
Tél : 05 62 73 57 57
Fax: 05 62 73 57 40
Courriel : greffe.ta-toulouse@juradm.fr